



## Niger

### A Diffa, la régularité de l'assistance a permis de stabiliser le niveau de consommation alimentaire

Bulletin mVAM Niger, numéro 5, Août 2015

- En août, 316 ménages assistés par le PAM ont participé aux enquêtes mVAM dans la région de Diffa, soit une augmentation de 11% par rapport au mois précédent.
- Les résultats indiquent que 97% de ces ménages ont une consommation limitée ou acceptable, et que la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre est passée de 8% à 3%.
- Aucun ménage n'a été contraint de recourir à des stratégies d'adaptation pour accéder à la nourriture. Cette situation est principalement due à la régularité de l'assistance alimentaire.

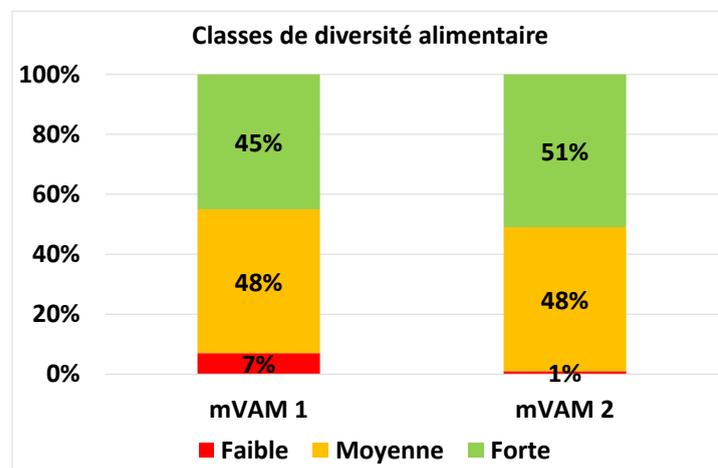
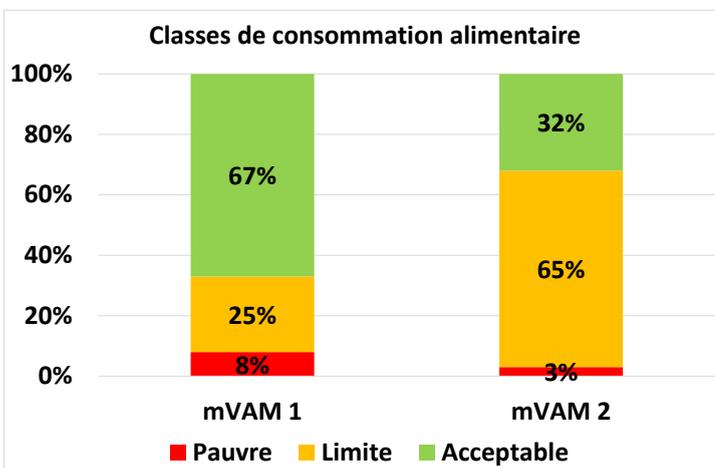
#### ➤ Consommation alimentaire

Pour le moment, les enquêtes mVAM ciblent les ménages qui reçoivent l'assistance du PAM et qui possèdent un téléphone portable. En plus du suivi de la mise en œuvre, le mVAM a pour objectif de suivre les indicateurs d'effets directs (score de consommation alimentaire et indice des stratégies de survie).

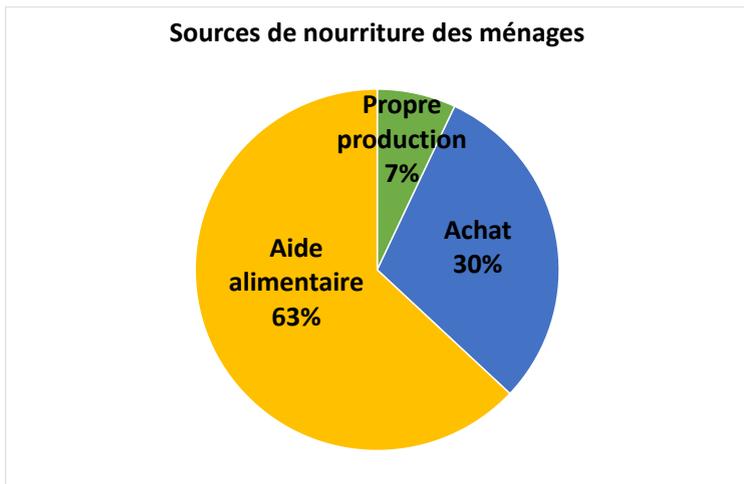
La situation peut être qualifiée de globalement satisfaisante, vu que plus de 80% des ménages interviewés ont une consommation alimentaire limitée ou acceptable. En effet, les résultats indiquent que 97% des ménages ont une consommation alimentaire limitée (65%) ou acceptable (32%). La proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre est passée de 8% à 3% entre le premier et second round.

La diversité alimentaire s'est améliorée par rapport au mois précédent. La proportion des ménages ayant une diversité alimentaire faible est passée de 7% à 1%. Dans le même temps, on constate que plus de la moitié des ménages interviewés (51%) ont désormais une diversité alimentaire forte.

Il existe une relation assez forte entre les classes de diversité alimentaire et le score de consommation alimentaire. Ainsi, tandis qu'il n'est que de 21 chez les ménages qui ont une diversité alimentaire faible, le score de consommation alimentaire est relativement plus élevé chez les ménages qui ont consommation alimentaire limitée (38) ou acceptable (47).

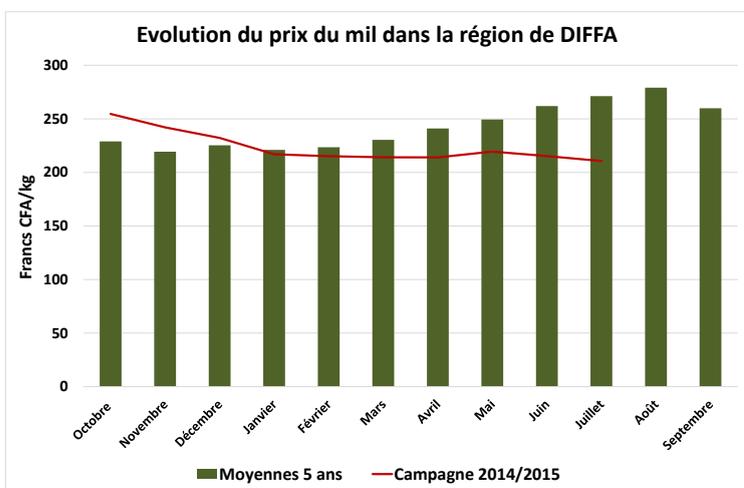


## ➤ Accès à la nourriture, marchés et évolution de la campagne agricole



**L'assistance alimentaire (63%) et le marché (30%) représentent les deux principales sources de nourriture.** Seulement 7% des aliments consommés proviennent de la propre production. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les données ont été collectées pendant la période de soudure.

Chaque groupe d'aliment est caractérisé par une source spécifique : assistance alimentaire (céréales, légumineuses et huile) ; cueillette (feuilles vertes) ; achat au marché (tubercules, légumes, protéines animales, produits laitiers et sucre). L'accès durable des ménages à la nourriture dépendra donc de l'évolution des prix des denrées alimentaires.



Selon les données du Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA), **en juillet 2015, les prix alimentaires étaient relativement stables, voire en baisses comparativement à leurs niveaux de 2014 et à la moyenne des cinq dernières années.** Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance à la baisse : le déstockage des céréales au Nord Nigeria, la faiblesse de la demande locale, les mouvements de populations et la régularité de l'assistance alimentaire. Malgré cette relative baisse des prix, les ménages très pauvres, du fait de leur faible pouvoir d'achat, ont un accès limité à la nourriture via le marché.

Dans ce contexte, l'assistance alimentaire représente la principale source de nourriture pour cette catégorie de population. Selon le bulletin d'information du Cluster Sécurité Alimentaire du Niger, **en août 2015, près de 392 000 personnes ont reçu une assistance alimentaire de la part du Gouvernement et des acteurs humanitaires dans la région de Diffa, ce qui représente un taux de couverture de 86% des besoins (ce taux était de 60% en juillet).** Cependant, au vu de l'arrivée de nouveaux déplacés, le taux de couverture dans certaines communes de la région est difficile à évaluer avec précision et certains besoins pourraient ne pas avoir été couverts.

Le suivi de la sécurité alimentaire à Diffa, une région qui est confrontée à une crise complexe, constitue un sujet de préoccupation majeure pour le Gouvernement et ses partenaires. Les résultats de la mission d'évaluation à mi-parcours de la campagne agricole indiquent que 32 villages agricoles sur les 606 que compte la région n'ont pas été en mesure d'effectuer les semis pour des raisons de sécurité. Dans l'ensemble, 35% des villages agricole, soit 210 villages, sont considérés comme « à risque », notamment en raison de la situation sécuritaire et d'une pluviométrie déficitaire. Les perspectives de récoltes seront largement tributaires des conditions pluviométriques. Au cas où les pluies s'arrêtent au 15 septembre 2015, les récoltes pourraient être « médiocres ».

Les résultats définitifs de la campagne agricole permettront de dégager une situation globale des récoltes et d'identifier les villages vulnérables. **Les conséquences de la crise des déplacés devront être prises en compte dans l'identification des villages qui pourront bénéficier d'une assistance d'urgence après la période de soudure.**

## ➤ Stratégies de survie

Les données sur les stratégies de survie doivent être interprétées avec beaucoup de prudence, eu égard à l'écart qui existe entre les données du premier et du second round. Pendant le premier round, 76% des ménages ont déclaré qu'ils avaient été confrontés à des difficultés pour accéder à la nourriture et avaient, par

conséquent, dû recourir à au moins une stratégie d'adaptation. Pendant le deuxième round, aucun ménage ne se trouvait dans ce cas de figure.

En principe, la régularité de l'assistance alimentaire permet d'atténuer de manière ponctuelle les difficultés alimentaires des ménages. On devrait donc logiquement s'attendre à une baisse progressive de la proportion des ménages assistés qui utilisent des stratégies de survie. Mais une baisse aussi importante entre le premier et le second round suscite certaines interrogations.

A ce stade, une des hypothèses que nous pouvons formuler est relative à la "relation de cause à effet" que certains ménages pourraient avoir établie entre certaines de leurs réponses et l'accès à l'assistance alimentaire. Pour réduire ce genre de biais, les enquêteurs reçoivent systématiquement une formation avant le démarrage de chaque phase de collecte. Au cours de cette formation, chaque question est passée en revue pour s'assurer que la formulation en langue locale est correcte. Avant le début des interviews, les enquêteurs sont également encouragés à sensibiliser les ménages sur le fait que l'accès à l'assistance alimentaire n'est pas déterminé sur la base des réponses fournies lors des enquêtes mVAM.

### ➤ **Accès à l'information, satisfaction des bénéficiaires et dépistage**

#### • **Respect des dates distribution et satisfaction des bénéficiaires**

**La quasi-totalité des ménages interviewés (98%) ont déclaré avoir reçu les informations sur les dates de distribution.** La situation a donc évolué positivement par rapport au round précédent, où seulement 64% des ménages interviewés avaient déclaré avoir reçu cette information. Ces progrès sont essentiellement à mettre à l'actif des partenaires coopérants du PAM qui ont fait des efforts pour partager les informations sur les dates de distributions et qui, **en dépit des contraintes sécuritaires, ont réussi à respecter ces dates.** En effet, tous les ménages qui ont reçu les informations sur les dates de distribution ont déclaré que les distributions ont effectivement eu lieu à la date communiquée par les partenaires.

**La quasi-totalité des ménages interviewés (99%) sont globalement satisfaits de la qualité des vivres distribués par le PAM.** Des efforts ont été faits par le PAM pour distribuer des vivres conformes aux habitudes alimentaires des bénéficiaires.

#### • **Dépistage des enfants de 6 à 59 mois et sensibilisation**

**Entre le premier et le second round, le taux de dépistage est passé de 87% à 98%**, mettant ainsi en exergue le respect par les partenaires coopérants du plan opérationnel. Les données montrent également que les résultats du dépistage ont été clairement communiqués aux ménages. Au premier round, 41% des ménages dont au moins un enfant de 6 à 59 mois avait été dépisté n'étaient pas en mesure de fournir des informations sur les résultats du dépistage. Au second round, seulement 3% des ménages interviewés se trouvent dans ce cas de figure. **De même, les ménages interviewés ont déclaré avoir référé les enfants dépistés malnutris dans un centre de santé.** Un autre point positif qui devrait être souligné est relatif à l'organisation des séances de sensibilisation pendant les distributions. La quasi-totalité des ménages interviewés ont déclaré avoir participé à ces séances de sensibilisation qui abordaient des thématiques relatives à l'hygiène, à la préparation de la bouillie et à l'alimentation des jeunes enfants.

### ➤ **Enquêtes de suivi post-distribution et mVAM**

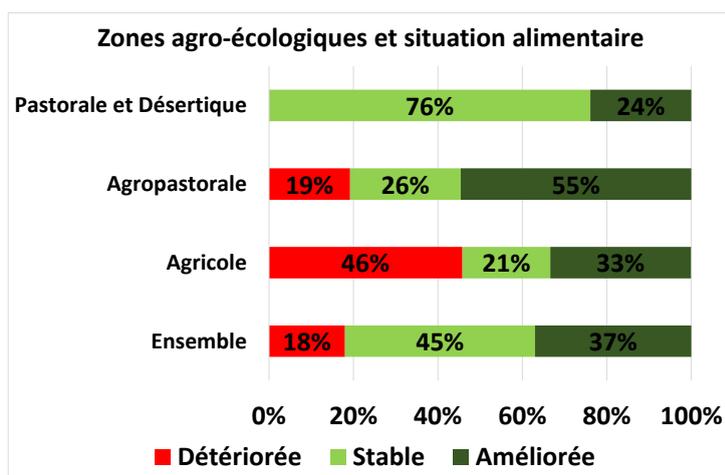
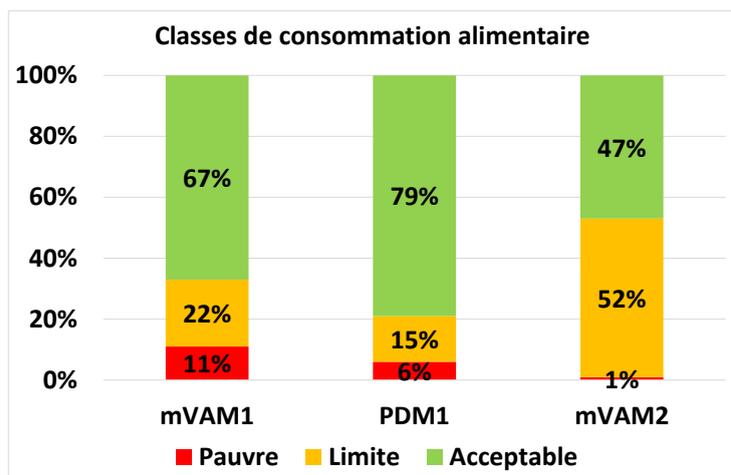
Au Niger, le PAM conduit régulièrement des enquêtes de suivi post-distribution (PDM) auprès des ménages bénéficiaires de l'assistance. Selon les standards du PAM, ces enquêtes exhaustives, qui visent à collecter des informations sur le niveau de satisfaction des ménages et sur les indicateurs d'effets directs (score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire et indice réduit des stratégies de survie), doivent être conduites entre sept et quinze jours après les distributions. Les enquêtes mVAM sont plus flexibles en termes de périodicité et de fréquence.

**Les enquêtes mVAM collectent des données sur un nombre limité de variables. Cette limitation ne permet pas de faire des analyses plus approfondies.** Une solution à cette insuffisance consiste à s'assurer qu'une partie des ménages interviewés pendant les enquêtes mVAM font partie de l'échantillon des enquêtes PDM. Depuis le mois de juin 2015, trois enquêtes ont été réalisées à Diffa : (1) mVAM1, entre le 12 et le 26 juin ; (2) PDM1, entre le 5 et le 14 juillet ; (3) mVAM2, entre le 13 et le 21 août. **Les informations sont désormais disponibles pour 200**

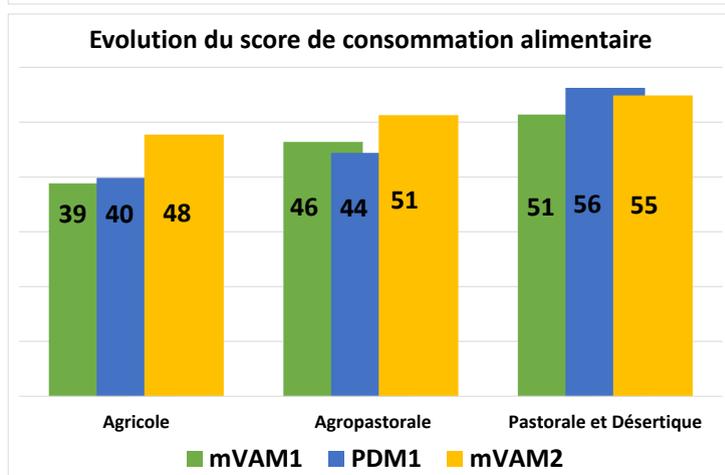
**ménages à travers ces trois enquêtes. Pour les besoins de l'analyse, ces ménages peuvent être considérés comme des ménages sentinelles.**

Les résultats indiquent une tendance à la baisse de la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre. De 11% (mVAM1), la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre est passée à 6% (PDM1), pour finalement se situer autour de 1% (mVAM2).

Le PDM1 a été conduit après les distributions de juin. Entre le PDM1 et le mVAM2, la proportion des ménages avec une consommation alimentaire acceptable est passée de 79% à 47%, ce qui revient à dire que certains ménages ont basculé dans la classe inférieure. **Le score de consommation est donc "sensible" aux périodes de distribution (entre le 17 au 27 de chaque mois).** Entre le PDM1 et le mVAM2, 45% des ménages ont vu leur situation alimentaire s'améliorer. En revanche, 18% des ménages ont vu leur situation se détériorer, et 37% des ménages sont restés dans une situation stationnaire. La situation a tendance à se détériorer davantage en zone agricole, où 46% des ménages sont concernés.



En plus des facteurs saisonniers (période de soudure), cette situation pourrait également s'expliquer par le fait que la consommation alimentaire est moins diversifiée en zone agricole. En zone pastorale et agropastorale, les ménages consomment également des protéines animales et des produits laitiers, ce qui n'est pas toujours le cas en zone agricole. Comme on peut le constater, le score de consommation alimentaire est plus élevé en zone pastorale, traduisant ainsi une plus grande diversité alimentaire des ménages vivant dans cette zone.



## ➤ En guise de conclusion

Dans l'ensemble, la situation alimentaire des ménages s'est améliorée par rapport au mois précédent, et se traduit dans les faits par : (1) une baisse de la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre et (2) un recours moins fréquent aux stratégies de survie pour faire face aux difficultés alimentaires.

Il est désormais possible de suivre l'évolution de la situation alimentaire des ménages à travers les enquêtes mVAM et les enquêtes face-à-face (PDM), ce qui offre des possibilités de faire des analyses statistiques plus poussées.



Pour plus d'informations sur le mVAM au Niger, veuillez contacter :

**Antonio AVELLA**  
antonio.avella@wfp.org

**Moustapha TOURÉ**  
moustapha.toure@wfp.org

**Jean-Martin BAUER**  
jean-martin.bauer@wfp.org

**Dominique FERRETTI**  
dominique.ferretti@wfp.org